



# CULTURE DU RISQUE INONDATION

Quelles implications des maires  
et des intercommunalités ?

*Retours d'expériences*

Opération soutenue par :



Jeudi 3 octobre 2013

Hôtel du Département de Seine-Maritime

ROUEN

Crédit photos : DREAL (mai 2000), SMBV Pointe de Caux, AREAS

**Antoine SERVAIN**

Président de l'AREAS



E  
23  
E  
21  
E  
2



# Martine BLONDEL

Vice-Présidente du  
Département de Seine-Maritime



E  
23  
E  
21  
E  
2



# Daniel LEHO

Vice-Président du  
Département de l'Eure



E  
23  
E  
21  
E  
2

# Pierre-Henry MACCIONI

Préfet de la Région  
Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime



E  
23  
E  
21  
E  
2



# CULTURE DU RISQUE INONDATION

## Pourquoi les maires doivent agir ?

Opération soutenue par :



Jeudi 3 octobre 2013

Hôtel du Département de Seine-Maritime

ROUEN

**Stéphanie BIDAULT**

Déléguée Générale du CEPRI



E  
23  
E  
21  
E  
2

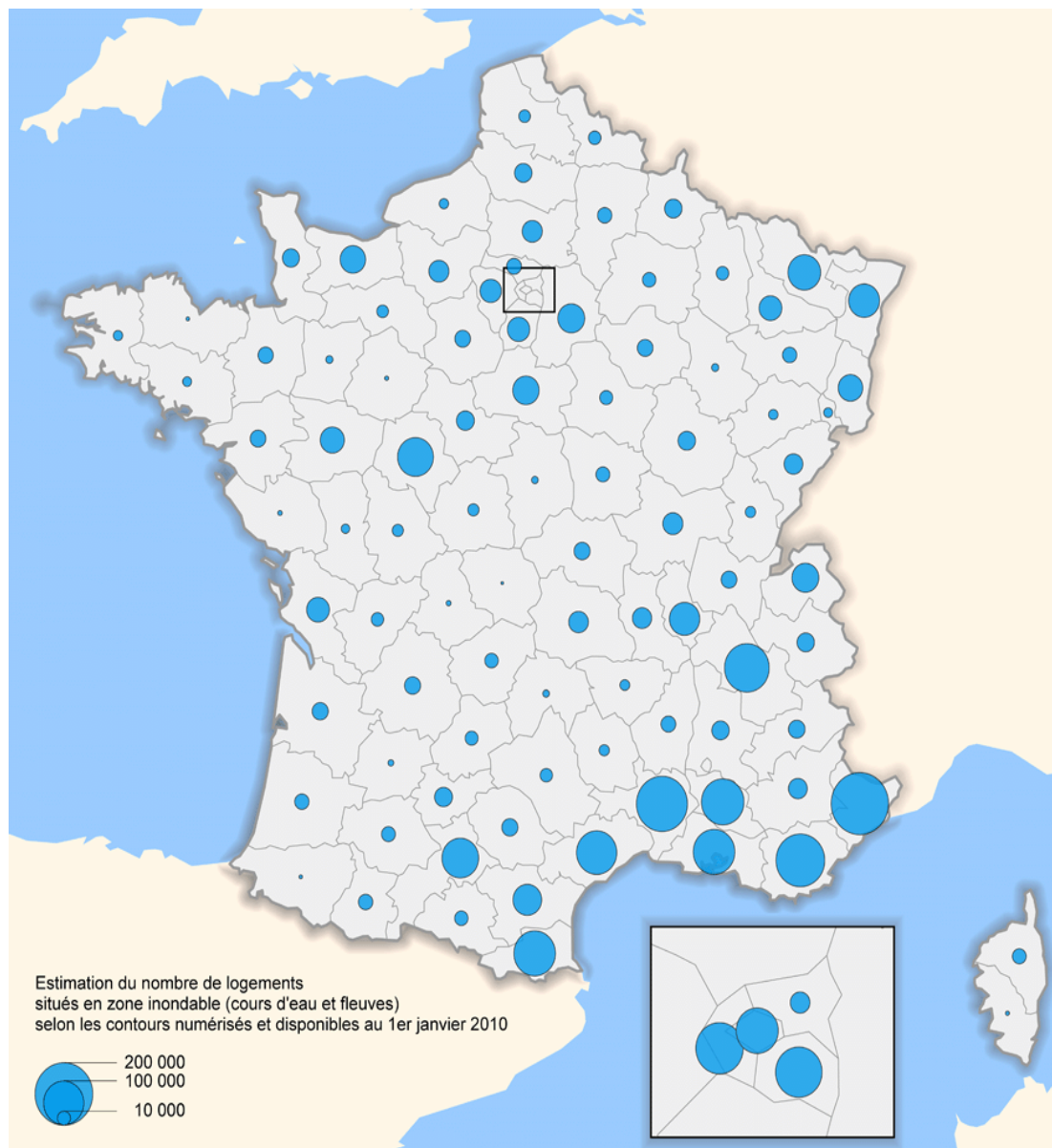
# Culture du risque inondation : de la nécessité d'adapter nos territoires aux conséquences des inondations à venir

*Culture du risque inondation: quelles implications des  
maires et des intercommunalités?*

*Octobre 2013*



17 millions  
d'habitants  
exposés au  
risque de  
débordement  
de cours d'eau



## L'inondation est une atteinte :

- à la sécurité des personnes,
- à l'attractivité des territoires,
- à l'intégrité du patrimoine,
- aux missions des collectivités locales.

**La sécurité des personnes est-elle fortement mise en péril par la crue ?**

**Mobilité des habitants ?**

**Capacité d'évacuation ?**

**Culture du risque ?**

**Zone refuge ?**

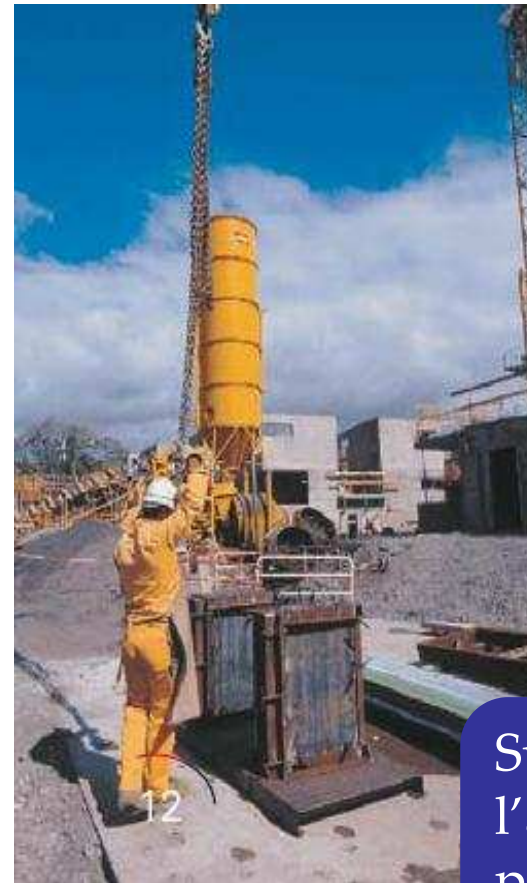
**Vitesse, durée de la crue ?**

**Qualité de la prévision et de l'organisation de gestion de crise**

### Les entreprises se remettraient-elles de l'inondation ?

Entreprises « viviers d'emplois »

Entreprises utiles à la  
reconstruction post crue



Suspension de  
l'activité pendant  
plusieurs jours,  
semaines, mois, ...  
Faillite ??

### Au bout de combien de temps les réseaux structurants seraient-ils remis en état ?



# Conséquences humaines et sociales à long terme

## Pendant combien de temps les habitations touchées resteraient-elles inhabitables ?



Temps de réhabilitation d'un bâtiment soumis à 1,5 m d'eau pendant 1 semaine : 18 mois

Dans des « conditions normales » de chantier



Etage habitable ?

Qualité contrat d'assurance ?

Mode constructif ?

# Conséquences humaines et sociales à long terme

## Au bout de combien de temps les services publics essentiels seraient-ils capables de redémarrer ?



- **Des conséquences de plusieurs types**
- **Une déstabilisation du territoire de grande ampleur et dans la durée**
- **Un impact bien au-delà de la zone inondable**



**Protéger son patrimoine**

## **Quel intérêt à agir pour une commune ?**

**→ Répondre à sa mission d'intérêt général**

**Protéger la population**

**Renforcer l'attractivité  
de son territoire**

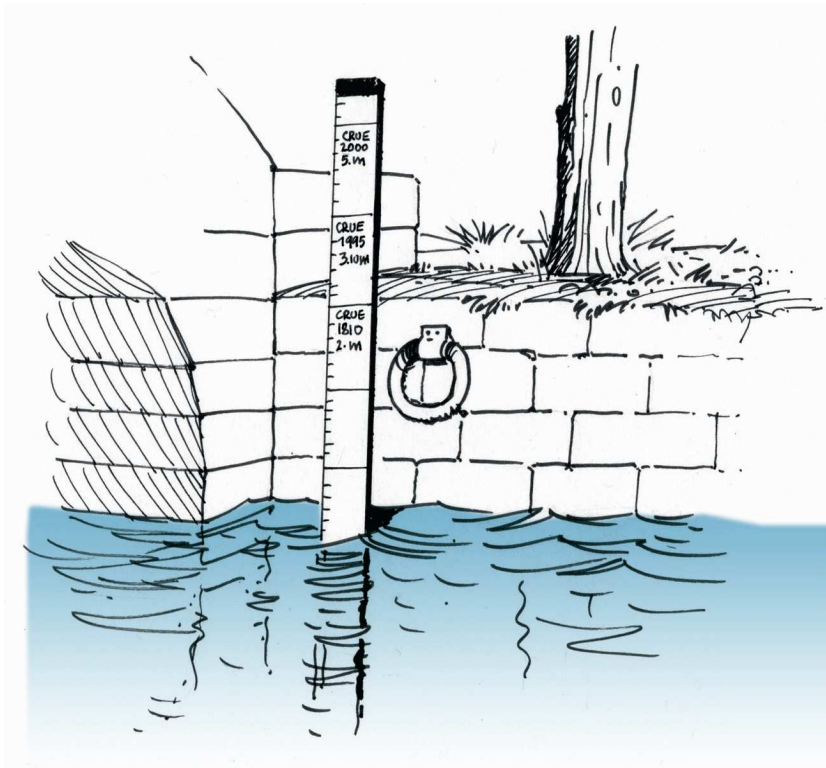
**Assurer la continuité du service  
qu'il rend à la population**

Le maire détient un pouvoir de police générale : il doit maintenir l'ordre, la sécurité, la sûreté et la salubrité publiques sur le territoire de sa commune. Compétence ne pouvant pas être déléguée.

Le maire est également compétent en matière d'urbanisme.  
Compétence pouvant être transférées aux présidents d'EPCI.  
Par ex : élaboration des documents d'urbanisme (PLU), délivrance des autorisations d'occupation du sol (permis de construire), ...

L'EPCI accompagne la commune dans sa politique de prévention : mise à disposition de moyens relatifs aux compétences transférées par les communes à l'intercommunalité, diffusion de l'information sur le risque...

# Des outils et démarches au service de la commune pour agir



- Des outils issus de la réglementation (pouvoirs de police)
- Des outils non réglementaires

- **L'existant :**

Rendre les populations, biens, activités existantes, plus «résistants» au passage d'une inondation

- **L'avenir :**

Orienter l'aménagement futur du territoire

## La culture du risque : une révolution d'approche

- **Admettre que les territoires exposés, aussi protégés soient-ils, seront un jour inondés de manière certaine**
- **Passer d'une gestion des causes à une gestion des conséquences**
- **Concilier une gestion collective du risque avec une gestion plus individualisée où chacun a son rôle à jouer à son échelle**
- **Passer du « lutter contre » au « vivre avec » l'inondation**

**Services de l'Etat****Départements**

...

**Prévenir les inondations est une tâche  
qui n'est pas simple pour la commune ...**

**... mais des partenaires existent !**

**Syndicats  
bassin versant****EPCI à fiscalité  
propre**

**Merci pour votre attention !**



**ON A BESOIN  
DE VOUS!**

LA RÉSERVE COMMUNALE  
DE SÉCURITÉ CIVILE RECRUTE!

# Christine MEIER

Directrice du SIRACED-PC  
Préfecture de Seine-Maritime



E  
23  
E  
21  
E  
2



# Culture du risque inondation:

le cadre réglementaire,  
les dispositifs d'alerte et d'information



# La réglementation principale

- Code de la sécurité intérieure, CGCT: le maire 1er responsable des opérations de secours (directeur des opérations de secours/ORSEC) et des opérations de sauvegarde (plan communal de sauvegarde)
- Code de l'environnement (cf. loi 30/7/2003): PPRN et information préventive et périodique de la population: DDRM/DICRIM/IAL
- Code de l'urbanisme, R111-2: refus de permis de construire ou sous conditions dans les zones inondables

# L'essentiel à retenir sur la culture du risque

- Le maire joue un rôle prépondérant, à travers l'exercice de ses pouvoirs de police
  - il est le premier «DOS» tant que le préfet n'a pas pris la main
  - il est également en charge des opérations de «sauvegarde» (PCS obligatoire dans les 2 ans après l'approbation du PPRN, mais toujours fortement conseillé!)
- Et il est également en charge de l'information de sa population à travers le DICRIM et d'une information tous les 2 ans sur les risques liés au PPRN
- Il est en charge généralement d'expliquer les refus de construire

# Les outils dont il dispose

- Des outils prévus par la réglementation:
  - Les textes précités
  - L'alerte: le futur système d'alerte et d'information de la population (multi vecteurs), et les moyens prévus au PCS
  - La vigilance météorologique: cartes de vigilance (météorologique, crues)
  - Les repères de crue: inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal, établissement des repères correspondant aux crues historiques, aux nouvelles crues exceptionnelles ou aux submersions marines; à la charge de la commune ou de l'intercommunalité
  - La reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (critères spécifiques et exigeants)

# Et puis...

- Des outils « contractuels »
  - L'intercommunalité (syndicats de bassins versants, agglomération...) et ses moyens: humains, matériels...
  - GALA: de la préfecture vers les mairies, mais également possible de la commune (ou de l'intercommunalité) vers la population concernée (difficulté: le coût)
  - APIC et son utilisation, par ex sur les axes de fort ruissellement (cf. guide ADS de la DDTM)
  - Les PAPI

---

# Mais aussi...

- Les formations à la sécurité civile et à la gestion de crise
- Les initiatives locales: avec l'Éducation Nationale, des expositions, des parcours pédagogiques, des conférences...
- La signalétique: un panneau bien placé est pérenne, relativement peu coûteux et pédagogique

# Ce sur quoi il faut encore travailler

- La surveillance des ouvrages, leur entretien
- Un dispositif d'alerte sur les SBV
- Encore et toujours informer.... Mettre en place l'information biennale prévue dans le cadre des PPRN
- Et s'entraîner à travers des mises en pratique, soit lors d'exercices organisés par la préfecture, soit directement sur le PCS, avec et sans les habitants (par ex lors de l'exercice annuel des PPMS lors de scénarios ad hoc) et leurs représentations (associations,...)

**Jérôme LEDUN**

Chargé de missions à l'AREAS



E  
23  
E  
21  
E  
2



# Résultats de l'enquête auprès des maires de la région

Jérôme LEDUN - AREAS



Source : DREAL, mai 2000



Source : SMBV Pointe de Caux



## CULTURE DU RISQUE INONDATION Quelles implications des maires et des intercommunalités ?

*Retours d'expériences*



Conférence  
3 octobre 2013  
Rouen

# Objectifs et contenu de l'enquête

- Objectifs :
  - ❖ Faire un **état des lieux** de la perception du risque inondation et du rôle des élus locaux
  - ❖ Se donner la possibilité de pouvoir évaluer l'impact des actions à venir sur le développement de la culture du risque inondation (sondage ultérieur)
- Thèmes abordés dans le questionnaire
  - ❖ Facteurs déterminants la perception des risques
  - ❖ Perception des risques
  - ❖ Perception du rôle du maire

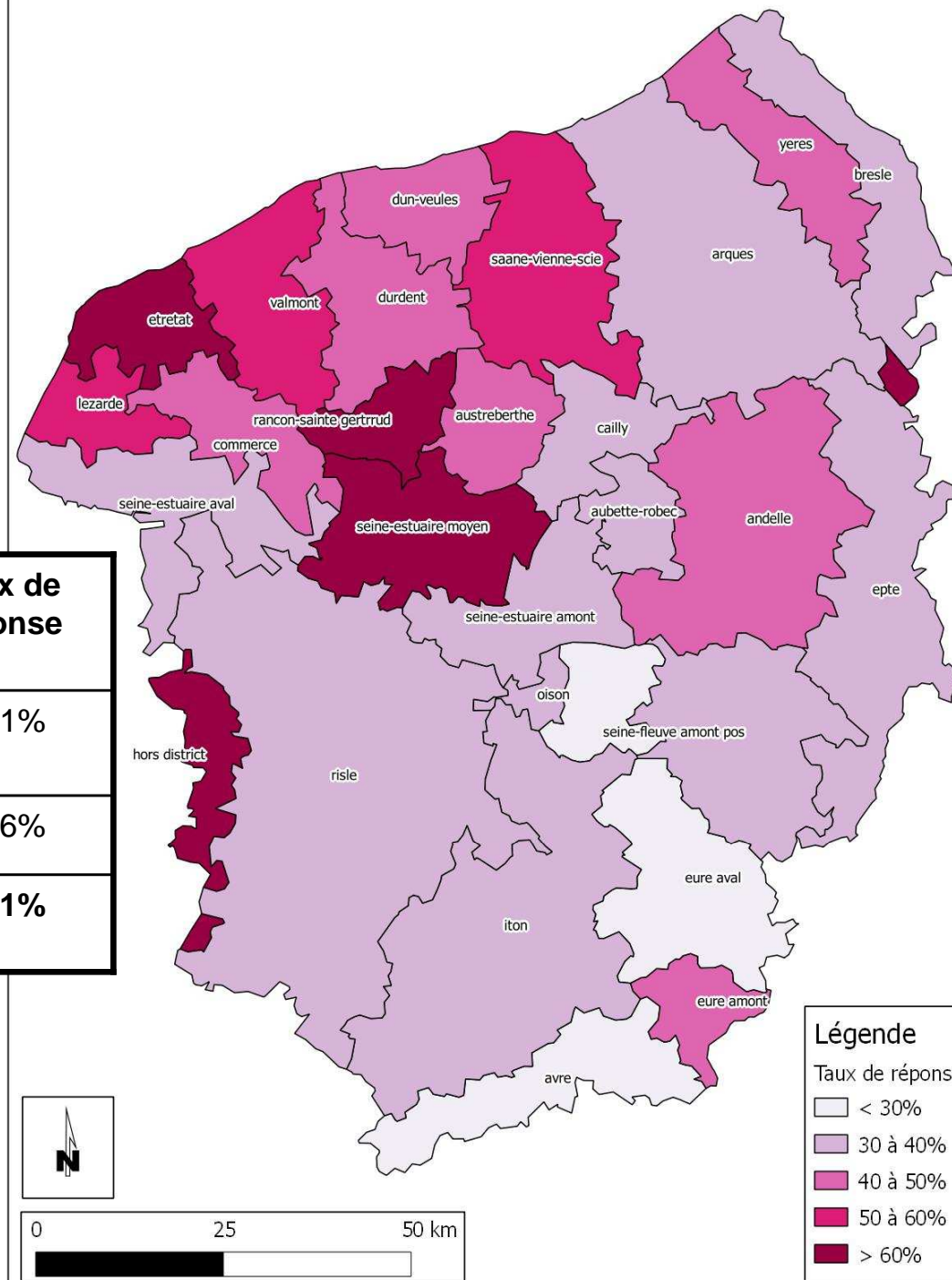
# Taux de réponse

Au 30 juin 2013 (avant relance) :

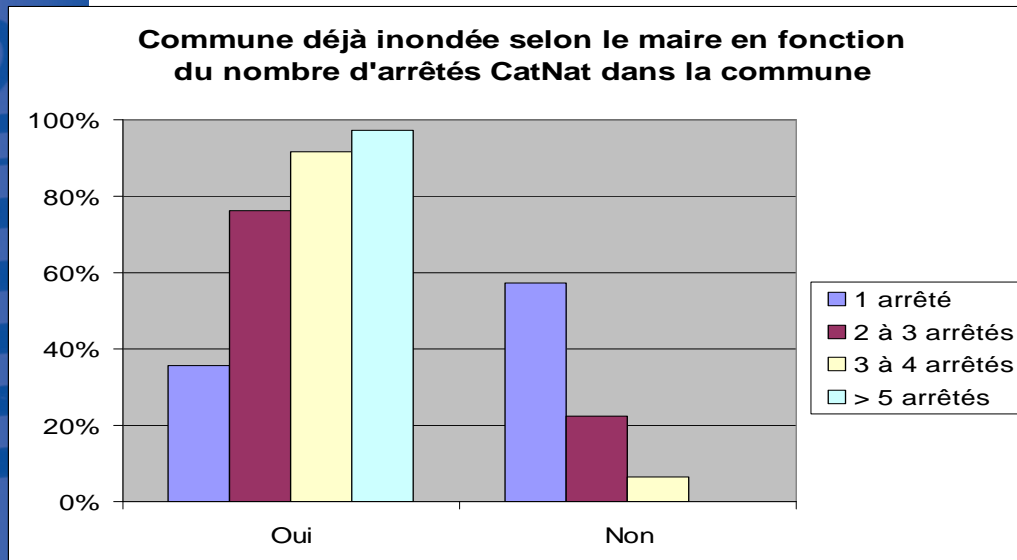
	Nombre total de communes	Nombre de réponses	Taux de réponse
Eure	675	230	34,1%
Seine-Maritime	744	354	47,6%
Haute-Normandie	1 419	584	41,1%

Les maires des communes les plus touchées par les inondations ont été plus nombreux à répondre

Taux de réponse des maires au questionnaire sur la culture du risque par unité hydrographique



# La perception du risque inondation

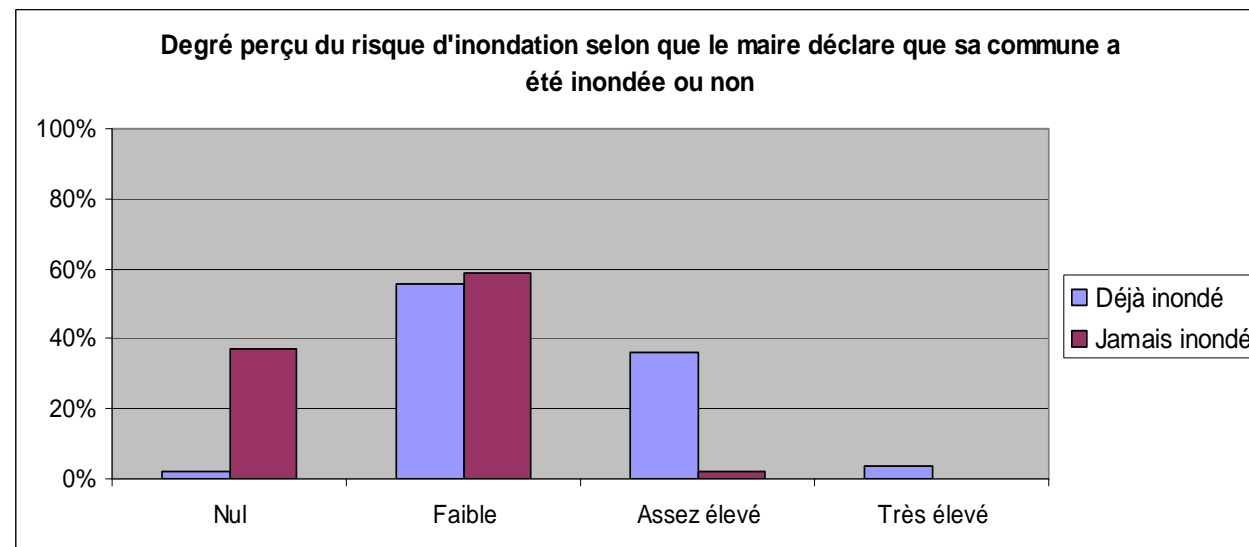


Votre commune a-t-elle déjà subi des inondations ?

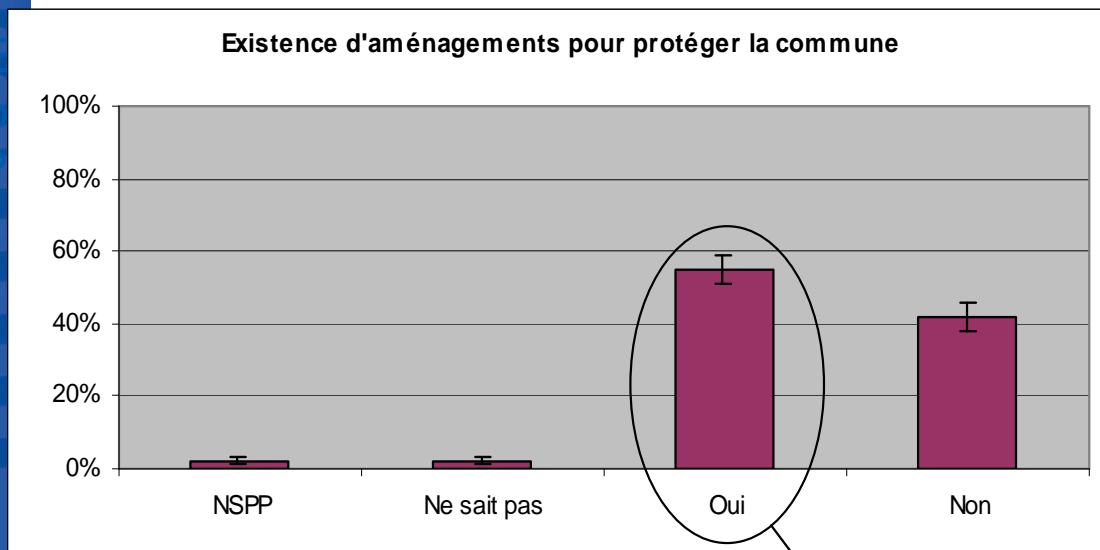
> Une partie des maires des communes ayant subi au moins 2 arrêtés Cat Nat ne sait pas que sa commune a déjà été inondée

Aujourd'hui, selon vous, quel est le degré du risque d'inondation dans votre commune ?

> Plus de la moitié des maires des communes déjà inondées pensent que le risque est faible



# Les limites des ouvrages de lutte contre les inondations

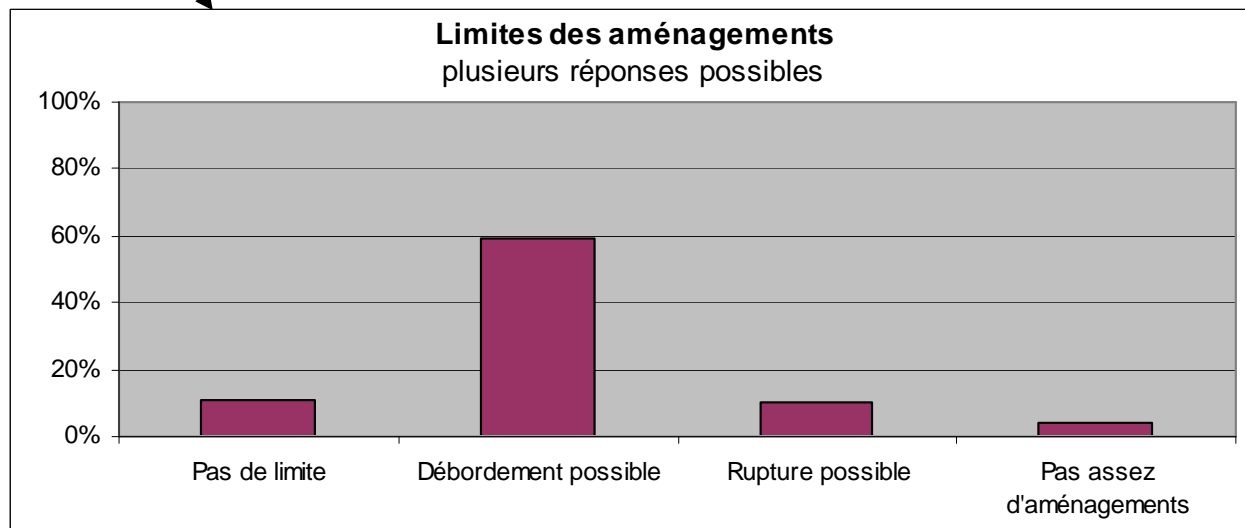


Existe-t-il des aménagements pour protéger votre commune ?

> Parmi les réponses, plus de la moitié des communes ont des aménagements de protection contre les inondations

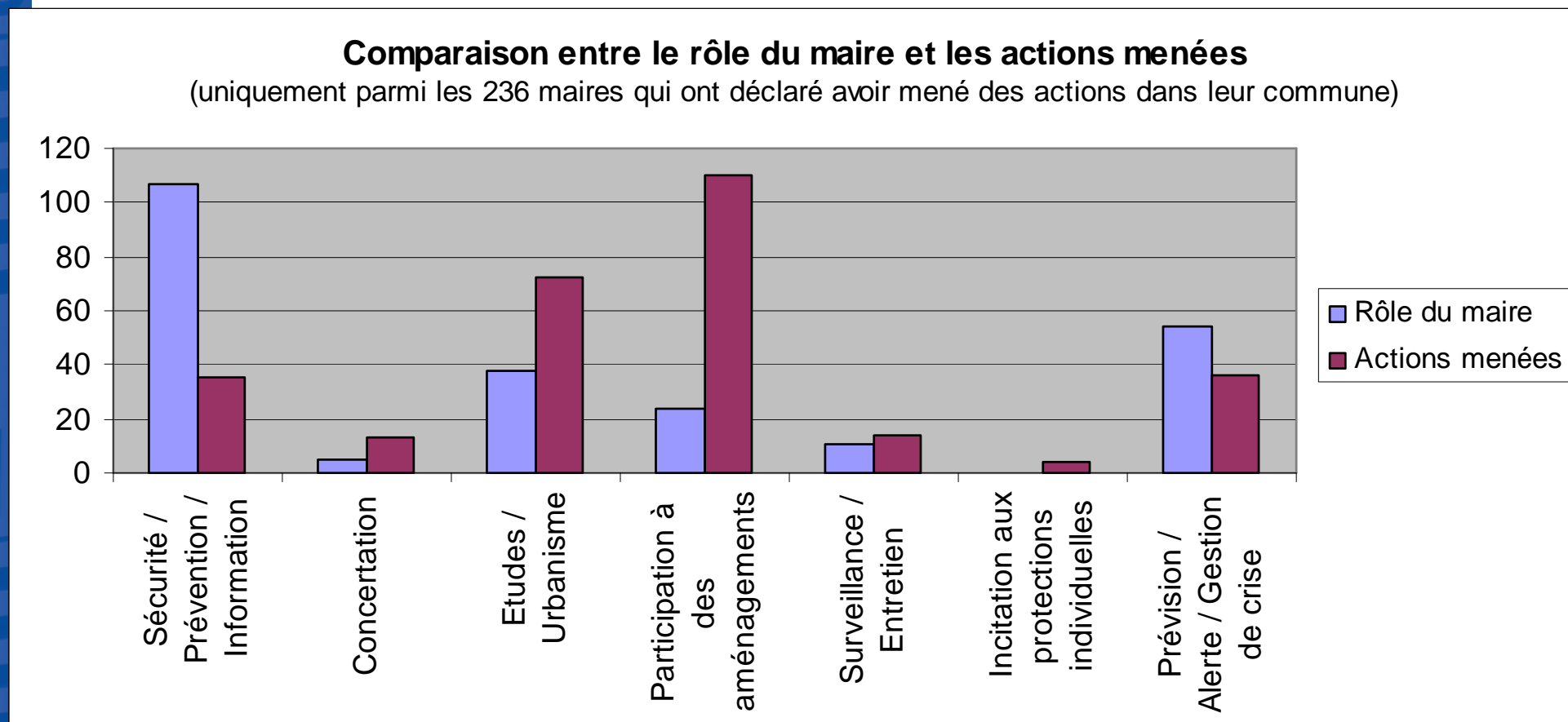
Pensez-vous que ces aménagements ont des limites ?

> Les maires de ces communes sont bien conscients que les aménagements peuvent déborder



# Le rôle du maire

Comparaison entre le rôle du maire et les actions menées :  
(en nombre de réponses)

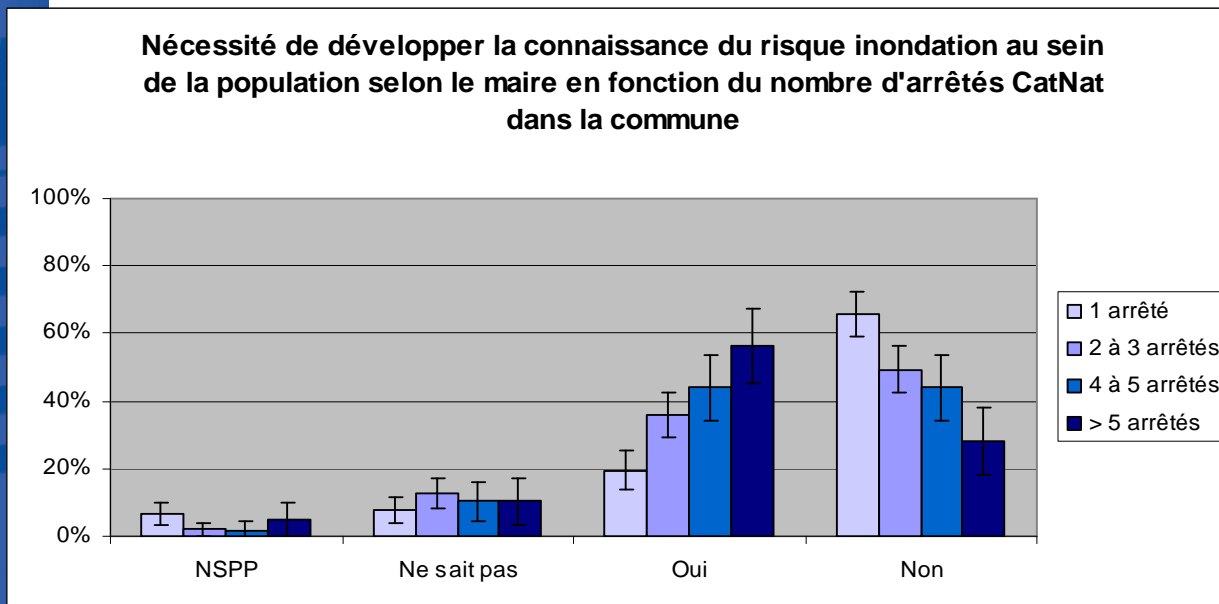
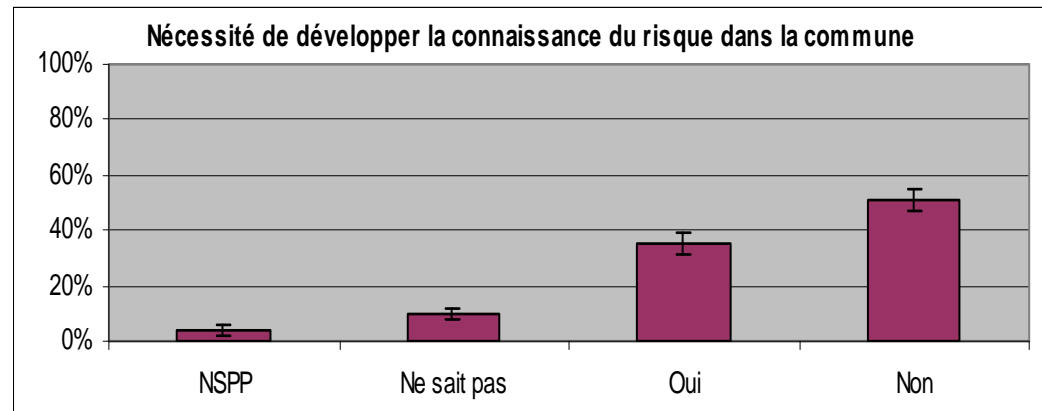


> En 2013, les maires sont bien conscients de leur rôle central dans l'information de la population mais il y a un décalage avec les actions qu'ils ont pu mener dans leur commune...

# Développement de la connaissance du risque inondation

Pensez-vous qu'il est nécessaire de développer la connaissance du risque d'inondation au sein de la population de votre commune ?

> A première vue, moins de la moitié des maires ayant répondu pensent que c'est nécessaire.

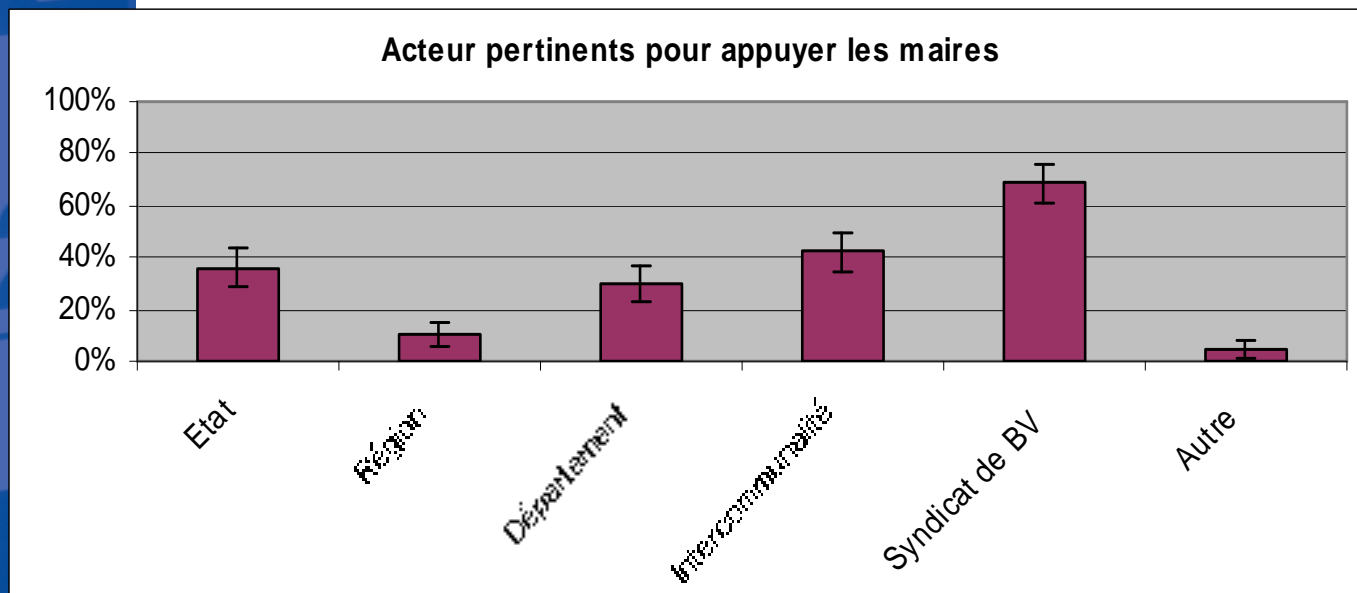
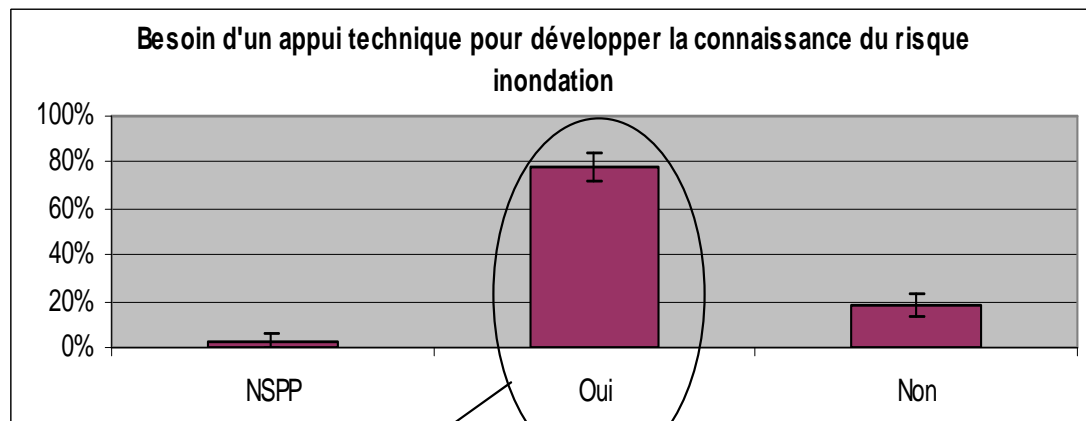


> Dans les communes les plus touchées par les inondations, les maires sont majoritairement convaincus

> Il reste cependant des élus à convaincre...

# Développement de la connaissance du risque inondation

Si oui, pensez-vous avoir besoin d'un **appui technique** pour développer la connaissance du risque inondation au sein de la population de votre commune ?



Si vous avez répondu oui, quel acteur vous paraît pertinent pour vous appuyer ?  
(plusieurs réponses possibles)

> En complément de l'action des services de l'Etat, **les maires souhaitent en majorité l'appui des intercommunalités et syndicats de bassins versants**





# CULTURE DU RISQUE INONDATION

Pourquoi les maires doivent agir ?

DÉBAT

**Stéphanie BIDAULT**, Déléguée Générale  
du CEPRI

**Christine MEIER**, Directrice du SIRACEDPC

**Jérôme LEDUN**, chargé de missions à  
l'AREAS

Opération soutenue par :





# CULTURE DU RISQUE INONDATION

## Retours d'expériences sur l'engagement d'élus

Opération soutenue par :



Jeudi 3 octobre 2013

Hôtel du Département de Seine-Maritime

ROUEN



**Pierre-Jean ZANNETTACCI**

Maire de l'Arbresle



&



**Georges MERMIN**

Vice-Président du Syndicat de  
Rivières Brévenne-Turdine

Commune de  
L'ARBRESLE

Rouen le 3 octobre 2013-conférence AREAS



SYndicat de  
Rivières  
Brévenne  
Turdine

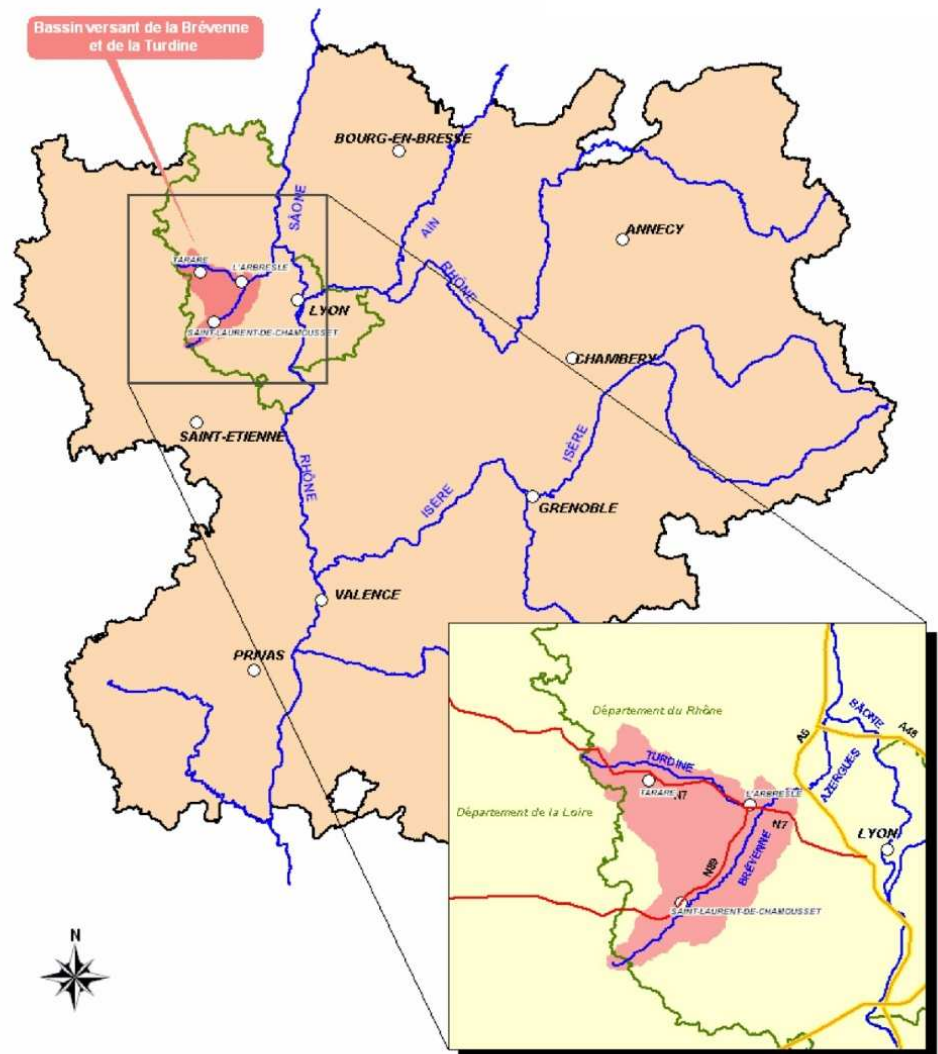


**Préparer la population en cas de  
crise : le rôle essentiel de l'alerte**



## Présentation du bassin versant

- 440 km<sup>2</sup>
- 160 km de cours d'eau
- affluent de l'Azergues
- 66 000 habitants



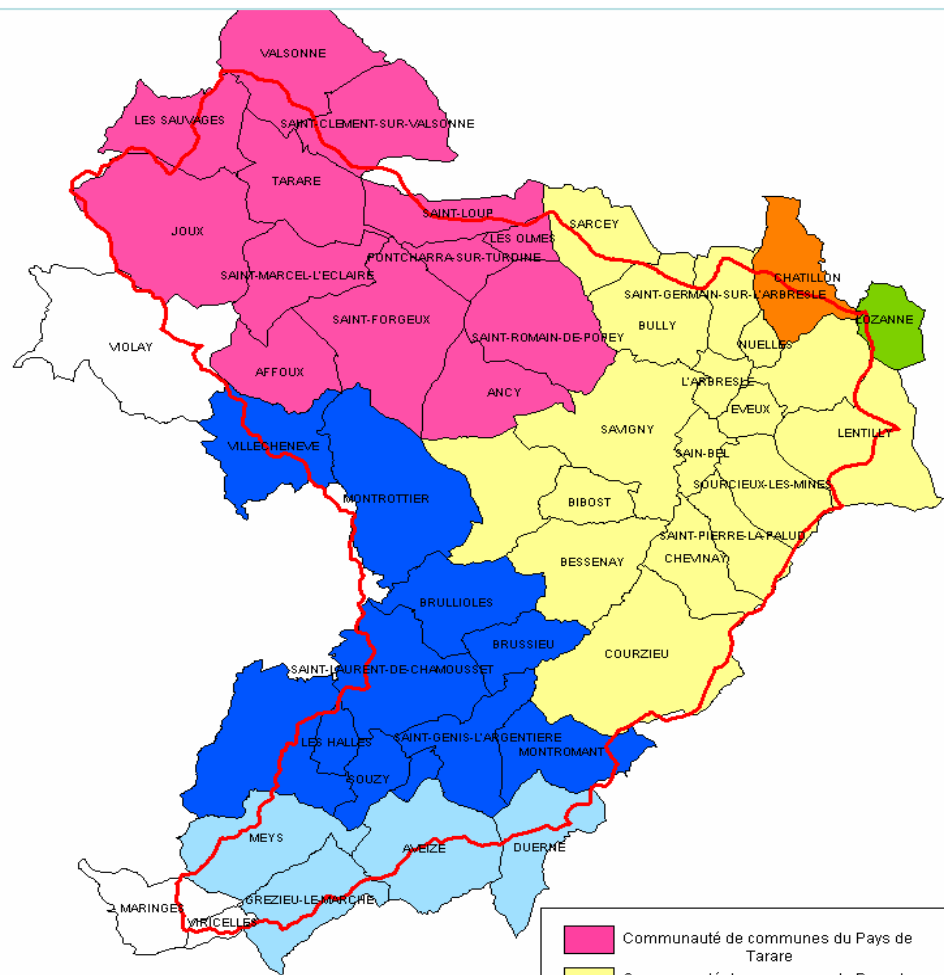
## Le Syndicat de Rivières Brévenne-Turdine (SYRIBT)

➤ Le Syndicat de Rivières Brévenne-Turdine regroupe 46 communes réparties en 6 intercommunalités.

➤ Compétences en matière de pilotage, d'animation, d'études et de travaux.

➤ Logique financière basée sur la solidarité de bassin versant.

➤ **Le syndicat est la structure porteuse du PAPI.**



	Communauté de communes du Pays de Tarare
	Communauté de communes du Pays de L'Arbresle
	Communauté de communes du Pays du Bois d'Oingt
	Communauté de communes Beaujolais Val d'Azergues
	Communauté de communes de Chamousset en Lyonnais
	Communauté de communes des Hauts du Lyonnais



## La problématique récurrente des inondations : la nécessité d'agir

### ➤ *Les crues contemporaines :*

- **17 mai 1983**
- **10 juin 2000**
- **2 et 3 décembre 2003**



Crue du 2 et 3 déc 2003 : la Brévenne dans l'Arbresle



17 mai 1983 : la Brévenne sur commune de l'Arbresle



## La crue du 2 novembre 2008 particulièrement « traumatisante » pour le territoire







## Les enjeux sur le bassin versant et à L'Arbresle

- Le PPRNi Brévenne Turdine indique que 3 382 foyers sont en zone inondable ainsi que 133 entreprises, 77 établissements publics, 13 STEP, 88 ponts, 19 tronçons de routes.
- La crue de 2008 a été estimée supérieure à la crue centennale (170 ans à minima) et a été prise comme référence pour l'élaboration du PPRNi.
- Le débit de la crue de 2008 a été évaluée à 200 m<sup>3</sup>/s à Sain Bel et 235 m<sup>3</sup>/s à L'Arbresle.
- A L'Arbresle plus de 250 déclarations CATNAT ont été déposées en 2008.



# Mise en place d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

**Axe 1** : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

**Axe 2** : Surveillance, prévision des crues et des inondations: **146 350 €**

**Axe 3** : Alerte et gestion de crise

**Axe 4** : Prise en compte du risque d'inondation dans l'urbanisme

**Axe 5** : Actions de réduction de la vulnérabilité des biens et personnes: **1 355 000 €**

**Axe 6** : Ralentissement des écoulements: **8 905 900 €**

**Axe 7** : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

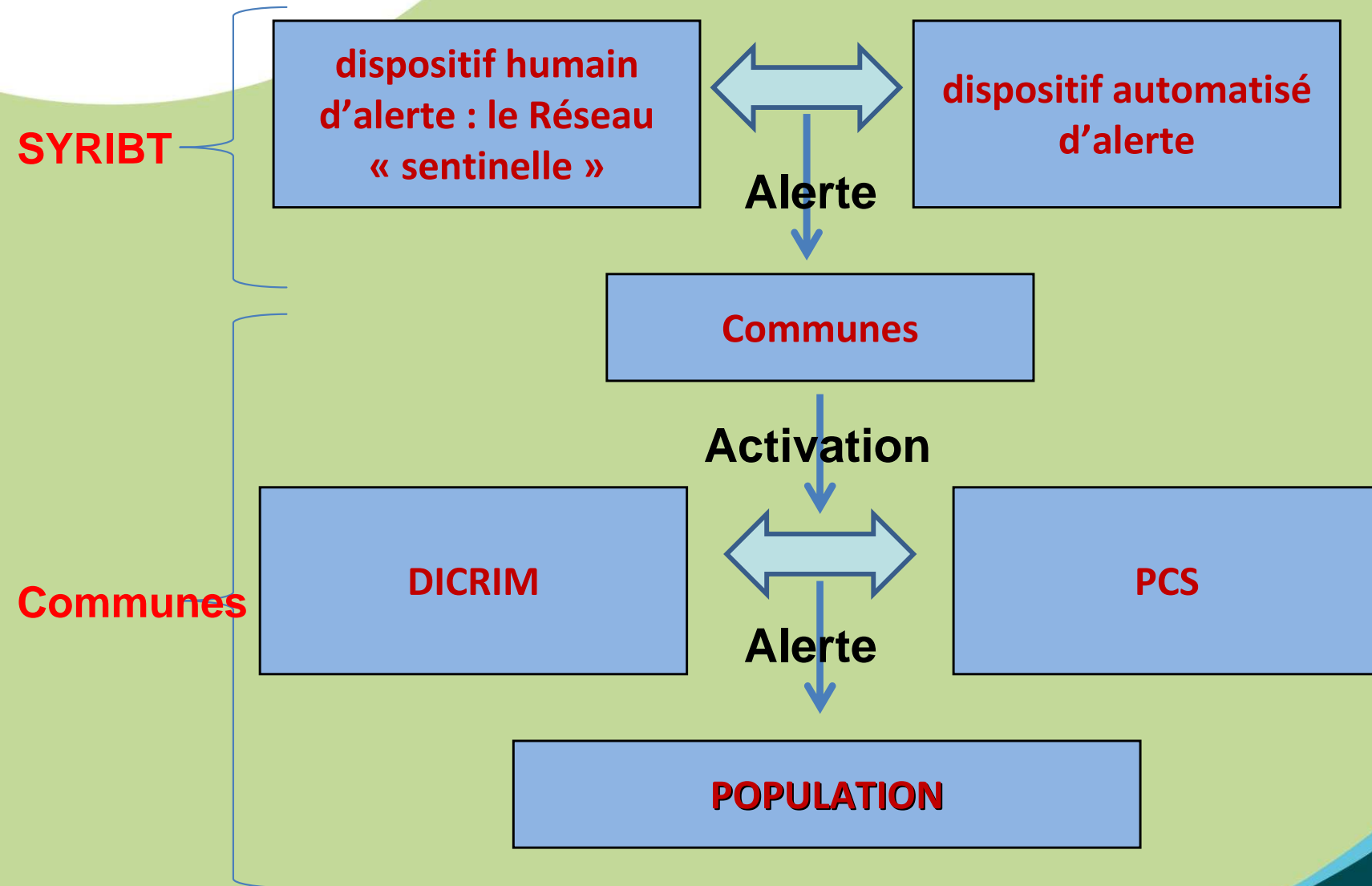
**Axe 8** : Animation et suivi de la démarche



- **Le PAPI développe donc des actions visant à réduire le risque inondation...**
- **Pour autant ces actions ne pourront pas supprimer ce risque...**
- **Dès lors il semble nécessaire d'informer, de sensibiliser et de préparer la population...**

# Préparer la population en cas de crise : le rôle essentiel de l'alerte

- Mise en place d'une « chaîne d'alerte » en partenariat avec le SYRIBT





## Le dispositif humain d'alerte

- **Le principe**

- **Créer une chaîne d'alerte humaine, partant d'observateurs situés sur le terrain (sentinelles), en amont du bassin versant :**



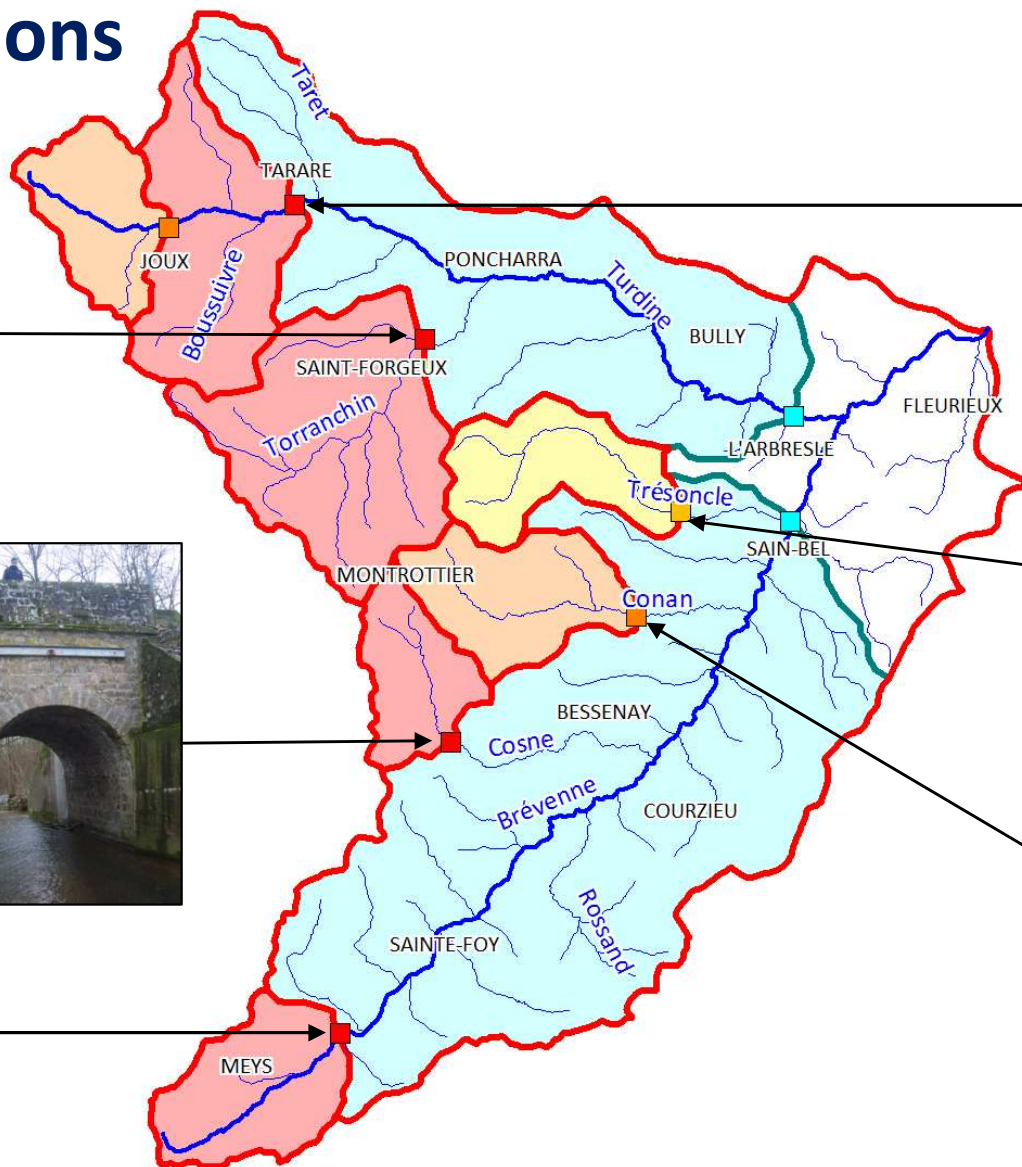


# Le réseau automatisé de surveillance des crues

**BUDGET GLOBAL : 123 850€ HT**

- Mise en place d'un réseau automatisé de façon à compléter les alertes météo, les alertes Préfecture et le réseau sentinelles
  - ↳ **Anticiper** les futurs évènements
  - ↳ **Optimiser** la gestion de crise
  - ↳ Disposer d'un **outil opérationnel** d'aide à la décision
- Une étude de faisabilité a été menée de façon à définir l'emplacement le plus opérant pour l'installation du matériel et pour le type de matériel.

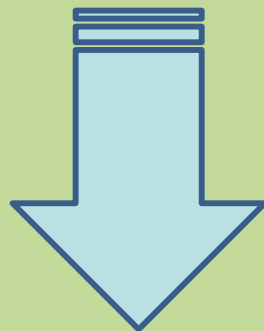
## Restitution de l'étude : choix des stations





## L'alerte à la population :

**1) Activation du « réseau sentinelle » et/ou du réseau automatisé d'alerte**



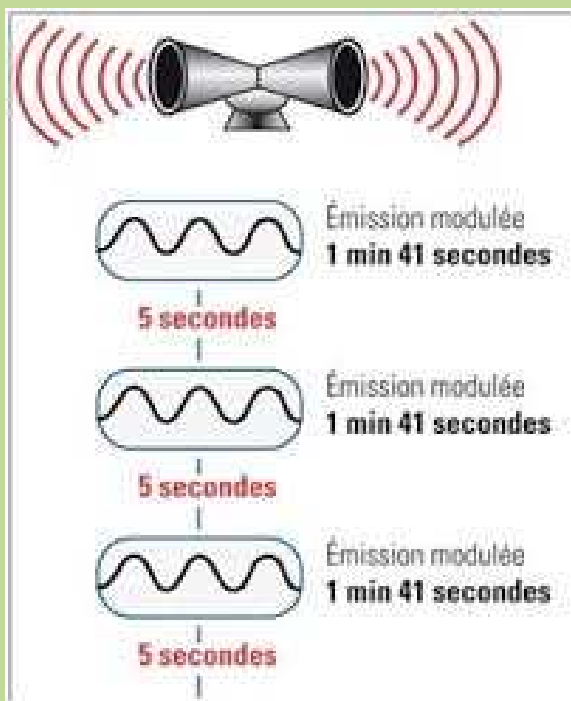
**2) Activation du DICRIM et du PCS de L'Arbresle pour alerter la population**





## Les moyens d'alerte mis en place au niveau de la Commune de L'Arbresle

### 1<sup>er</sup> outil : la sirène du Réseau National d'Alerte (RNA)





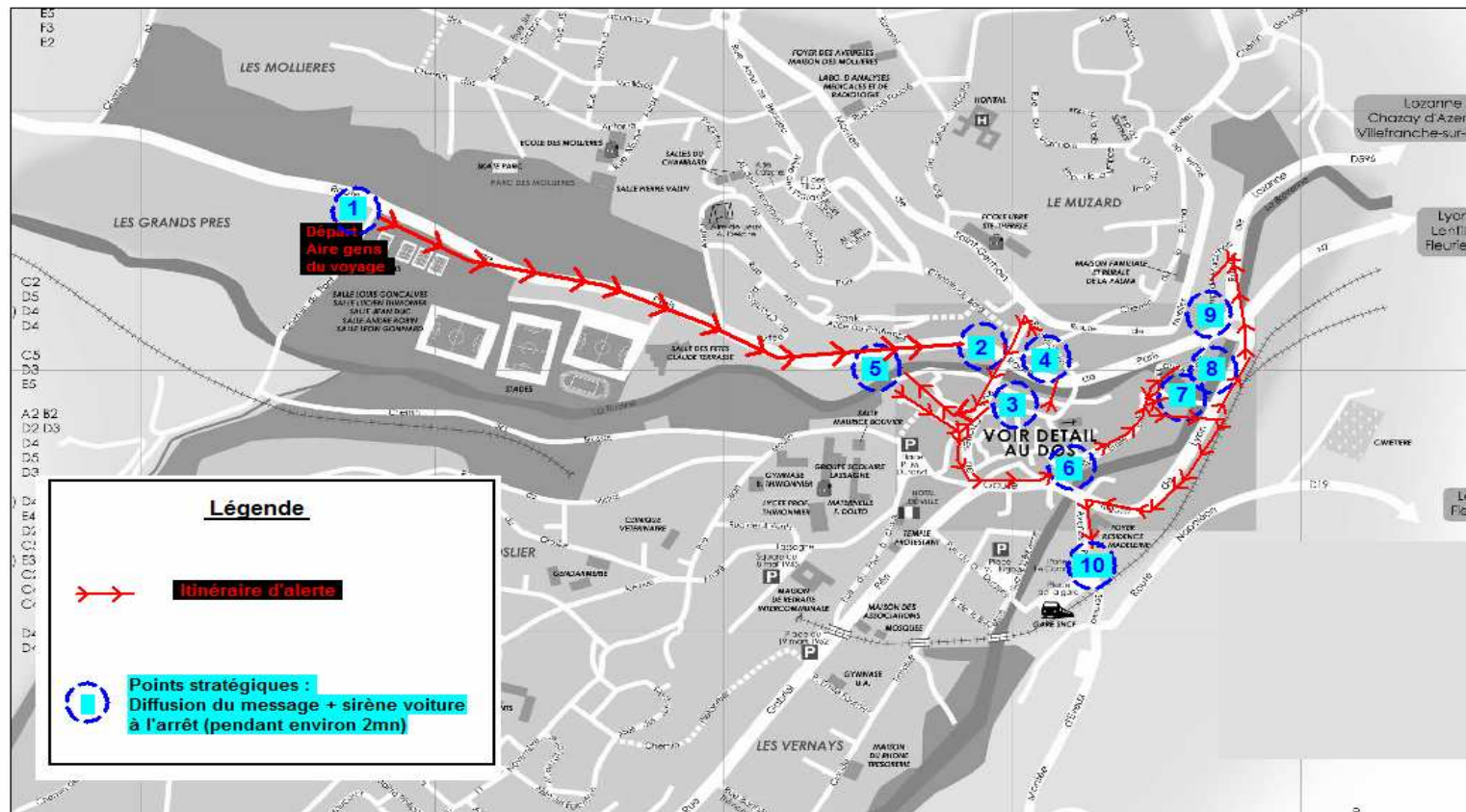
## 2<sup>ème</sup> outil : le phoning (message d'alerte par téléphone)

- La Commune de L'Arbresle a mis en place un système permettant de diffuser un message d'alerte pré-enregistré par téléphone. Ce service peut être utilisé 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24
- 5 mn pour contacter 2600 foyers
- Base de donnée France Télécom (pages jaunes + blanches + inclus les box si déclarée) + inscription volontaire
- 2000 € HT/an d'abonnement
- Coût approximatif d'une campagne d'appel : 300 €

## 3<sup>ème</sup> outil : L'Ensemble Mobile d'Alerte (EMA)

- Depuis 2010, la collectivité dispose de 2 véhicules équipés d'un dispositif d'EMA (sirène + haut-parleurs)
- A l'intérieur de ces 2 véhicules une fiche action type reprend les modalités d'alerte (fonctionnement+circuit)

### ITINERAIRE D'ALERTE DE LA VOITURE DE POLICE





## Tester et évaluer les dispositifs d'alerte

- **En partenariat avec le SYRIBT : mise en place d'un exercice de sécurité civile grandeur nature courant novembre**
  
- **Objectifs :**
  - **tester la mise en œuvre du réseau sentinelle**
  - **tester les dispositifs d'alerte à la population**
  - **activer certaines opérations du PCS (hébergement, mise en place du Poste de Crise Interservice)**
  - **identifier les dysfonctionnements et les corriger**
  
- **Associer différents partenaires : Préfecture, SDIS, Gendarmerie, MDR...**



# Florian DROUET

Maire de Tours-en-Savoie  
Vice-Président du Syndicat Arlysère

&

# Olivier CARTIER-MOULIN

Consultant en gestion des risques  
majeurs et ex-chargé de mission  
du Syndicat Arlysère

# Vers une culture du risque à l'échelle intercommunale

*Le cas du territoire Arlysère*

arlysère

*Exemple des actions  
de développement de la culture du risque  
menées sur la commune de Tours en Savoie*



# Le territoire d'Arlysière

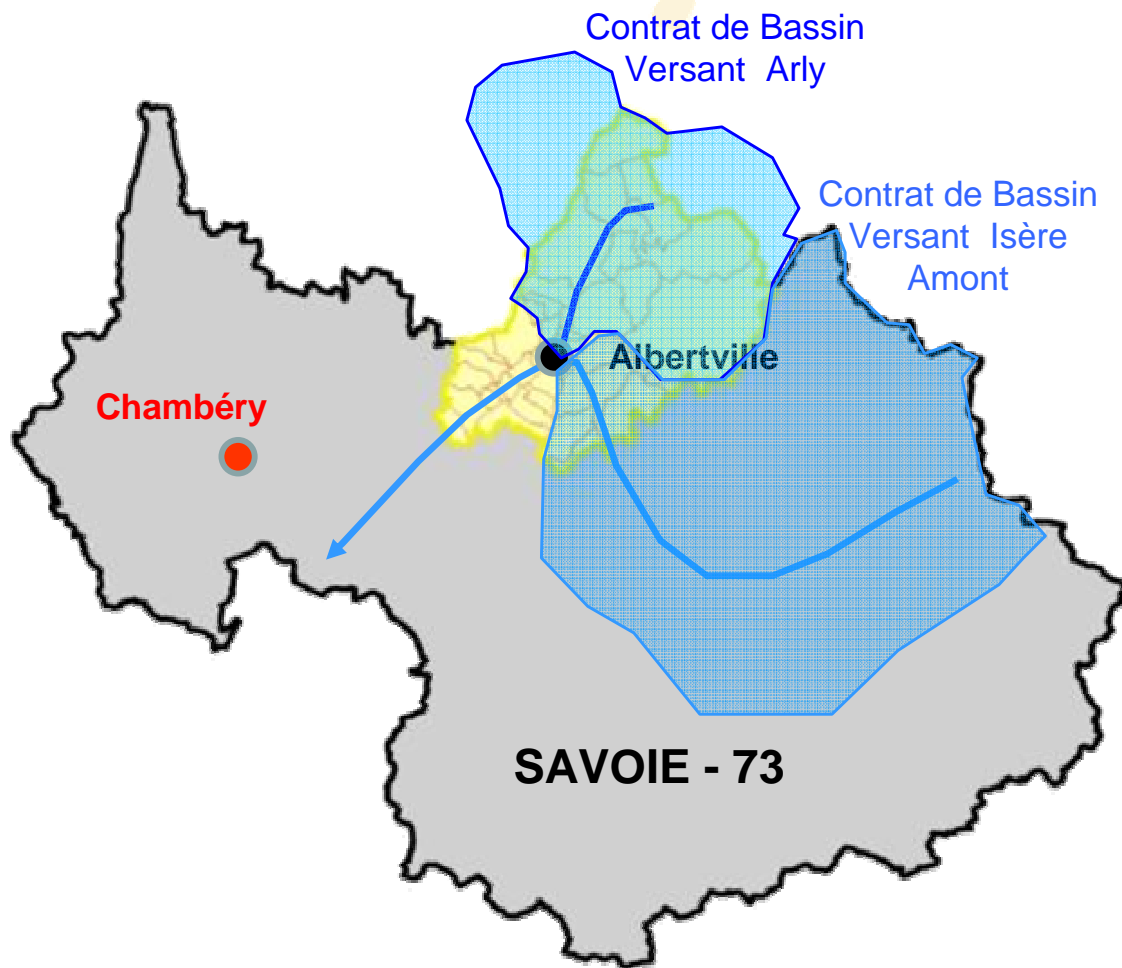
**arlysière**

**60 000 Habitants**

**747 km<sup>2</sup>**

## Syndicat mixte intercommunal

- 39 Communes (60% < 1000 hab)
- 4 Communautés de Communes
- Le Conseil Général de la Savoie



**Crues torrentielles / Inondations**



**Avalanches**



**Mouvements de terrain**



**Séismes**



**Évènements météorologiques**



**Canalisation de transport de Gaz**



**Accident industriel**



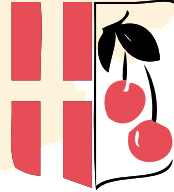
**TMD Routier et ferroviaire**



**Rupture de barrage**



# La commune de Tours en Savoie



850 Habitants

15 km<sup>2</sup>

Entre 345 et 2440 m  
d'altitude



Crues torrentielles / Inondations



Avalanches



Mouvements de terrain



Séismes



Évènements météorologiques



TMD Routier et ferroviaire



Rupture de barrage





# Origine de la mission

**2006** : Arlysère crée une **mission Gestion des Risques Majeurs** pour **assister les communes** dans la mise en œuvre de leurs obligations réglementaires

## Plans Communaux de Sauvegarde

- Assistance dans l'élaboration des PCS,
- Cohérence de gestion des risques intercommunaux,
- Réalisation d'exercices de simulation,
- Investissement mutualisés dans les systèmes d'alerte

## Information préventive

- DICRIM,
- Réunions publiques



# Origine de la mission

**2008** : Prise de conscience de la nécessité de **développer une véritable culture du risque sur le territoire** pour que les **citoyens** soient **acteurs de leur propre sécurité**

 **Mise en œuvre d'actions originales ciblant une population la plus large possible**



*Actions globales menées à l'échelle de l'intercommunalité*



*Actions ciblées menées avec les communes*

**Programme soutenu par**  
**la Région Rhône-Alpes et la DREAL**



# Actions originales de développement de la culture du risque

Actions à l'échelle de  
l'intercommunalité  
mises en œuvre avec la commune



## Création d'un sentier thématique sur l'histoire des risques naturels

Installé à Tours en Savoie pour ces atouts : commune centrale  
du territoire, qui concentre tous les risques présents  
sur l'intercommunalité dans un périmètre restreint



## Plusieurs niveaux de lecture pour plusieurs cibles

### 1 – Les écoles

Un support pour toutes les écoles du territoire  
sur l'enseignement des risques naturels

### 2 – Les populations locales

Un support original de connaissance des risques  
qui les concernent et des mesures de mise en sécurité  
qu'ils ont à mettre en œuvre en cas d'évènement

### 3 – Les populations touristiques

Un sentier de randonnée facile d'accès où l'on  
découvre dans le même temps le patrimoine local



# Actions originales de développement de la culture du risque

## Actions à l'échelle de l'intercommunalité



### Formation des 68 directeurs d'écoles en lien avec les IEN

- Rôle du PPMS et lien avec le PCS
- Exercices réalisés avec les communes
- Enseigner les risques à l'école



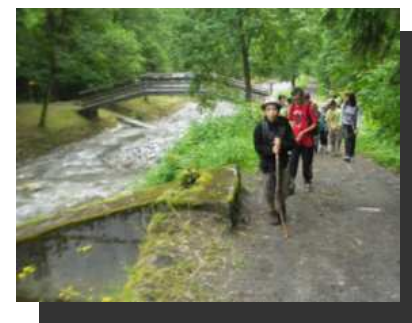
### Actions avec les écoles et les communes



Interventions en classe



Visites des sites à risques de la commune



### Production de supports de sensibilisation tous publics par les élèves

Exemples des actions menées avec l'école de Tours en Savoie



Tours en Savoie

### Articles de journaux



### Emissions « Radio Risques »



### Exposition



# Actions originales de développement de la culture du risque

## Exemples d'actions menées par la commune de Tours en Savoie



Tours en Savoie

- Constats :**
- de nombreux ouvrages de protection ne sont pas entretenus
  - les populations locales ne connaissent pas bien le fonctionnement des ouvrages
  - les riverains pensent être abrités de tout évènement grâce à l'ouvrage



### Chantier Éducatif

Matinée à laquelle tous les habitants de la commune sont conviés  
Déjeuner offert par la mairie

- Explication du rôle des ouvrages de protection contre les crues torrentielles et du fonctionnement de l'ouvrage

- Les mesures mises en œuvre par la mairie pour surveiller l'ouvrage et les bons réflexes à avoir en cas d'évènement important

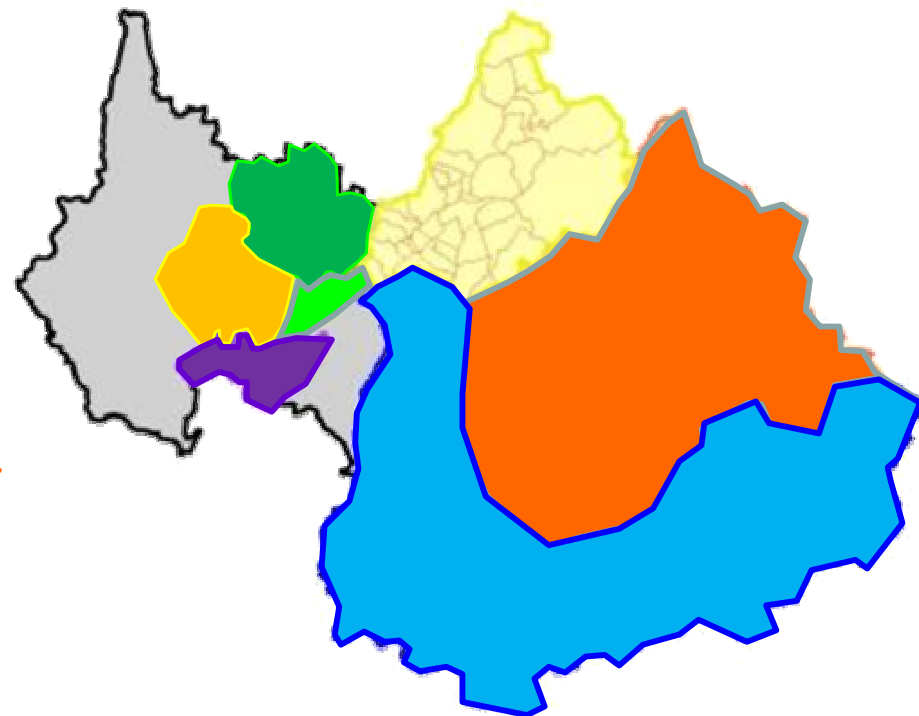
- Entretien de l'ouvrage par les participants



# Une expérience reproductible... et reproduite !

## ⊗> Une démarche reproductible

→ Mise en œuvre par 6 autres intercommunalités en Savoie.



## ⊗> Le réseau des intercommunalités ainsi créé a reçu le prix de la résilience sociétale décerné par le Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC)



## ⊗> 2 de ces intercommunalités (Maurienne et Arlysère) ont été récompensées pour leurs actions en faveur du développement de la culture du risque à l'occasion du forum IRISÉS (Information sur les RISques Majeurs Education et Sensibilisation) organisé par le MEDDE





# *Une culture du risque qui se développe pas à pas sur le territoire*



*Merci de  
votre attention*

Florian DROUET  
Olivier CARTIER-MOULIN

Vice-Président d'Arlysère – Maire de Tours en Savoie  
Consultant Gestion des Risques Majeurs – Asterisques Consultants  
[www.asterisques-consultants.com](http://www.asterisques-consultants.com)





# CULTURE DU RISQUE INONDATION

Retours d'expériences sur  
l'engagement d'élus

DÉBAT

**Pierre-Jean ZANNETTACCI**, Maire de  
l'Arbresle

**Georges MERMIN**, Vice-Président du  
Syndicat de Rivières Brévenne-Turdine

**Florian DROUET**, Maire de Tours-en-  
Savoie, Vice-Président du Syndicat Arlysère

**Olivier CARTIER-MOULIN**, Consultant  
en gestion des risques majeurs

Opération soutenue par :





# Jean-François OUVRY

Directeur de l'AREAS



E  
23  
E  
21  
E  
2

# Enseignements et perspectives

- **Enseignements / culture du risque inondation :**

1. C'est complexe, nécessaire, manque d'expériences locales. Besoin d'accompagnement de la part du national et aussi du local.
2. Témoignages => démonstration de l'intérêt des partenariats commune-intercommunalité.

# Enseignements et perspectives

## • **Perspectives** à court et moyen terme :

1. Poursuivre l'exploitation de l'enquête pour :
  - identifier les besoins en région;
  - définir les outils, les messages et les formations les mieux adaptés.

## **En partenariat : ASYBA – AREAS – ÉTAT – autres structures :**

2. Créer un temps fort tous les ans sur la CRI :
  - «Conférence» pour présenter un panel d'actions concrètes de CRI réussies ou non => différentes formes et les conditions de la réussite;
  - résultats des recherches en cours...
3. Apporter un appui technique aux collectivités qui veulent s'engager;
4. Former les techniciens en comcom et SBV à ce type d'opération.



# CULTURE DU RISQUE INONDATION

Quelles implications des maires  
et des intercommunalités ?

*Retours d'expériences*

Opération soutenue par :



Jeudi 3 octobre 2013

Hôtel du Département de Seine-Maritime

ROUEN

Crédit photos : DREAL (mai 2000), SMBV Pointe de Caux, AREAS